

Sujet : [INTERNET] Dossier Warembourg à Steenwerck

De : Paul <paul.debruyne@outlook.fr>

Date : 06/10/2020 08:52

Pour : pref-installations-classees@nord.gouv.fr

Bonjour,

Veuillez trouver ci-joint mes observations concernant le dossier Warembourg à Steenwerck.

Bien cordialement,

Paul Debruyne

—Pièces jointes :—

Enquete_publique_Warembourg_Steenwerck.pdf

30 octets

Monsieur Paul Debruyne
Habitant de la commune de Steenwerck

A l'attention de Madame Pierrette MAILLARD
Commissaire Enquêtrice

Objet : Avis d'enquête publique unique au titre des codes de l'environnement et de l'urbanisme –
Dossier Warembourg à la Croix-Du-Bac, Hameau de Steenwerck

Madame la commissaire enquêtrice,

Comme je vous l'ai énoncé lors de notre première rencontre du lundi 07 Septembre lors de votre permanence à la mairie de Steenwerck, je vous fais part de mes remarques concernant le DDAE de la SARL Warembourg. Malgré l'exhaustivité du dossier, quelques incohérences ou incertitudes sont à éclairer et à prendre en compte pour la rédaction de votre rapport. De par ma formation, je vais tenter de vous décrire au mieux mes remarques en vous apportant mes connaissances, car comme vous me l'avez fait remarquer, malgré votre expérience au sein de collectivité territoriale, vous n'avez pas toujours les connaissances environnementales appropriées pour statuer un avis clair et précis de situations environnementales, qui sont interconnectées mais surtout complexes dans leur compréhension. Je vous ferais également part de mon avis personnel.

Bien conscient que vous même, et tous les acteurs qui entourent ce projet, respectent les lois en cours, je suis surpris de ne pas voir l'aspect prévisionnel des enjeux futurs, liés aux conditions météorologiques à court et moyen terme, voire climatique au long terme, car en effet, la prospérité de l'exploitation se joue à l'égard de ceux-ci, mais aussi à l'égard des tendances des futurs consommateurs/consommatrices. Par exemple, l'aléa retrait-gonflement des argiles, moyen dans la zone géographique de la commune, est amené à évoluer au vu des conditions météorologiques (pluies abondantes, allongement des périodes de sécheresses, canicules sont des facteurs qui peuvent faire varier cet aléa de moyen à fort en quelques années). L'aléa fort, présent dans la région, n'est qu'à quelques kilomètres du site. Cet aléa dépend également de la composition du sol et de sa teneur en argile (annexe 16). La proximité de la Lys pourrait avoir une influence au regard de la teneur en eau sur une fraction peu profonde du sol à certains mois de l'année.



<https://www.georisques.gouv.fr/cartes-interactives#/>

Carte aléa retrait-gonflement des argiles pour la France

Toujours sur un aspect prévisionnel, en page 42 sur la qualité des eaux, il est écrit en bas de page « les mesures mises en place sur le site d'exploitation et sur les îlots d'épandage permettront de ne pas influencer sur l'évolution de leur état écologique et chimique, notamment de ne pas dégrader davantage cet état, en cas de mise en œuvre du projet, tout comme en l'absence de mise en œuvre. » Ce point mériterait de plus amples informations, comme cité quelques lignes au-dessus « les masses d'eau superficielles Lys [...] et Grande Becque sont en mauvais état écologique et chimique ». Dans l'annexe 14, l'étude des eaux superficielles s'arrête en 2015. Un bilan de ces eaux pourrait être envisagé pour l'année en cours, car l'objectif à atteindre est « bon état écologique et chimique » en 2027. Il est difficile de voir les conséquences directes ou indirectes entre l'agriculture, l'épandage et la qualité de ces eaux, mais justement, cela devrait être mentionné dans le dossier. Car l'épandage peut avoir une conséquence de manière indirecte. En effet, les sols de la région, gorgés d'eau durant l'hiver ou l'été après de fortes pluies, évacuent leur surplus dans les fossés, qui finissent dans ces eaux superficielles déjà avec un bilan mauvais en 2015. Donc en effet, la mise en œuvre ne va pas dégrader davantage l'état écologique et chimique, mais ne va pas non plus contribuer à l'améliorer, mais plutôt à maintenir cet état mauvais. Tout comme, affirmer que l'absence de ce projet ne va pas dégrader davantage cet état, ceci est un raccourci à mon sens car aucune étude n'a été réalisée. De plus, l'objectif 2027 nécessite que des mesures soient mises en place pour améliorer l'état des cours d'eaux, et non des projets qui vont tendre à stabiliser l'état mauvais du cours d'eau, qui par ailleurs, est le plus bas qu'il peut exister sur l'échelle « classe d'état » de l'annexe 14.

Concernant l'hydrogéologie, l'Argile des Flandres, comme indiqué en p.70, retient de petites nappes phréatiques. Il est écrit que la plupart des puits sont abandonnés. Il n'y a aucune étude qui recense l'usage de puits domestiques à ma connaissance. Comment la rédactrice du dossier peut-elle donc l'affirmer d'une part, puis que fait-on des étangs, des marres, des puits domestiques toujours actifs en cas de pollution des eaux due à l'activité agricole, notamment engrais ou épandage. Cela n'est pas pris en considération, laissant à croire que cela n'a aucun impact, or ce sont aussi ces écoulements (écoulement hypodermique ou écoulement de subsurface) qui en rencontrant la couche imperméable plus profonde dans le sous-sol, peuvent provoquer une pollution des eaux superficielles par écoulements souterrains. De mon point de vue, le domaine des eaux souterraines est mal maîtrisé ici et devrait être approfondi auprès d'experts et d'études récentes et localisées. Une étude hydrographique approfondie du bassin versant, avec le sens des écoulements souterrains serait judicieuse afin d'ôter des doutes quelconques sur les risques de lessivage (risque moyen sur tous les îlots d'épandage Annexe 21). De plus, tout le secteur est en zone de forte vulnérabilité aux nitrates des eaux superficielles et souterraines. Les cartes et données dans le dossier sont anciennes, faute de données publiques récentes. Mais une nouvelle fois, des directives et des mesures nouvelles, associées à des études plus récentes pourraient compromettre l'agrandissement de l'exploitation et la pérennité de celle-ci.

Je vous invite à lire ce rapport de 2015 sur les risques sanitaires et environnementaux des MAFOR (Matières Fertilisantes d'origines résiduelles), notamment les pages 22 et 23 qui vous aideront peut-être à comprendre les craintes des riverains à ce sujet :

https://agriculture.gouv.fr/sites/minagri/files/cgaaer_14074_2015_rapport.pdf

Résumé non exhaustif de mes notes à ce sujet :

Risques sanitaires et environnementales des Mafor (Matières Fertilisantes d'origines résiduelles)

- Sanitaires : Volatilisation de l'ammoniac dans l'air dans les heures qui suivent, ce qui réduit leur valeur fertilisante. Risque pour le domaine du vivant car les Mafor peuvent contenir des éléments dits "contaminants" (faune et flore, contamination des eaux). Pour la santé humaine en cas de consommation de denrées alimentaires d'origine animale ou végétale contaminées par des agents biologiques pathogènes (bactéries, virus, champignons, levures, parasites).

- Environnementales :

1. Par les résidus azotés qui peuvent polluer l'environnement si survient une pluie après l'épandage car ils se retrouvent dans les eaux superficielles (de surface), ou sont lessivés pour finir dans les fossés puis dans les cours d'eau. Risque lessivage Moyen (Annexe 21).

2. Par la lixiviation des nitrates (éléments solubles entraînés verticalement par infiltration après avoir été dissous) = excès d'azote minéral non consommé par les plantes, problématique pour le milieu.

3. A terme, pollution de la Becque et de la Lys déjà de qualité biologique et chimique mauvaise (Objectif 2027 : Bonne qualité) qui s'ajoute à une vulnérabilité des eaux superficielles et souterraines classée Forte vis-à-vis de la pollution des nitrates (p73).

Pour terminer sur ce sujet, il me semble que toutes les exploitations agricoles sujettes à effectuer l'épandage, ou autres exploitations extérieures à la commune mais déversant des effluents sur le secteur, ne sont pas répertoriées. Une prise en compte pourrait être envisagée afin de mesurer l'impact réel et les risques cumulés sur les riverains du hameau et les riverains aux alentours des îlots d'épandages. Car suivant le sens des vents et de la météo, ce sont parfois durant plusieurs jours consécutifs que les habitants subissent les effets négatifs et les risques liés à cette activité. La commune est en effet très agricole, et l'étude d'impact environnementale devrait faire apparaître les effets cumulés, car ce n'est pas uniquement l'exploitation de Mr Warembourg qui aura un impact, mais l'accumulation de toutes celles déjà présentes, ajouté à celle de Mr Warembourg.

Cela m'amène à vous interpellé sur une phrase incohérente dans le dossier. En page 84, il est indiqué « Etant donné que l'exploitation de la SARL WAREMBOURG ET FILS ne possède pas de surface agricole, et que les effluents produits sont exportés sur des parcelles exploitées par un prêteur de terres, les émissions de GES dues aux fertilisants minéraux et organiques sont négatives et celles dues aux émissions des sols sont nulles » Cependant, le prêteur de terre en question est la même personne physique, Monsieur Benoît Warembourg, qui est aussi le responsable de la SARL Warembourg et Fils, toutes deux répertoriées au 13 Rue de l'épinette. Il me semble un peu simpliste de la part du bureau d'étude de dissocier les deux entités dans ce calcul alors que celles-ci sont gérées par la même personne et implantées sur le même lieu. Selon moi, cela fausse le calcul et mériterait d'être revu car ces GES seront produits par l'activité d'une même personne et présents sur le même site d'exploitation. Les effluents sont certes exportés mais sur des parcelles exploitées par le gérant de la SARL. A mon sens, les fertilisants organiques ne peuvent donc pas être négatifs (ce qui d'ailleurs n'a pas de sens d'un point de vue pratique) et celles dues aux émissions des sols sont à revoir dans l'étude d'impact.

A propos de mesures de la qualité de l'air, les diverses pollutions que l'exploitation pourrait engendrer, ne sont pas mesurables sur la commune et ne peut garantir aux riverains une sécurité sans failles. La pollution à l'ammoniac notamment, dont l'annexe 18 fait part, montre qu'effectivement l'élevage intensif y est un contributeur et que cette pollution est « très largement sous-estimée dans les inventaires actuels. » Dans le paragraphe au-dessus il est indiqué que « l'évolution des concentrations d'ammoniac a également permis d'identifier des changements dans les activités humaines comme l'ouverture ou la fermeture de complexes industriels ou encore l'agrandissement d'infrastructures d'élevage intensif. » En page 84 de l'étude environnementale, « l'ammoniac est le plus mal connu des polluants régulés par les directives européennes pour la qualité de l'air [...] Une fois émis, l'ammoniac reste peu de temps dans l'atmosphère mais il engendre une cascade d'effets environnementaux. » Ainsi que « le site d'exploitation [...] est localisé dans une zone où les émissions d'ammoniac sont moyennes. » Le manque de données présentes et futures pour les populations avoisinantes les activités de l'exploitation, lié à ces incertitudes publiées par des chercheurs, laissent perplexes et l'inquiétude de la population justifiée, car même si les normes sont respectées aujourd'hui, un changement dans la loi peut contraindre

l'exploitation dans son futur. On retrouve ces informations sur l'ammoniac en page 134, « les émissions d'ammoniac de l'élevage proviennent des animaux eux-mêmes. La source principale d'émission est la fermentation des déjections animales lors du stockage en bâtiment et lors de l'épandage des effluents. » Puis le chiffre inquiétant de 10 629Kg NH₃ / an d'augmentation par rapport à la situation d'avant-projet, et enfin « le gaz ammoniac (NH₃) a une odeur forte et âcre. A des concentrations fortes, il peut irriter les yeux, la gorge et les membranes muqueuses des humains, ainsi que des animaux de l'exploitation. Il s'échappe lentement des effluents et se répand dans le bâtiment avant d'être évacué par le système de ventilation. » Bien conscient que toutes les mesures vont être prises pour maîtriser la concentration d'ammoniac, il n'en est pas moins anxiogène compte tenu des habitations proches du site, et des habitations qui peuvent se retrouver en vis à vis sans « écran de protection » si le bois d'élevage à l'Ouest du site vient à disparaître. De plus, l'étude sous-estime le hameau en ne prenant en compte uniquement le centre de Steenwerck, or il aurait été plus judicieux de mesurer l'impact sur les riverains et les activités du hameau lui-même puisque c'est celui-ci le premier concerné et non la commune de Steenwerck. Le site se trouve à environ 300m du centre de la Croix du Bac, ce qui est très proche pour un hameau en pleine expansion et qui pourrait amener à développer des activités diverses et variées, voire une augmentation de sa population à proximité du centre de celui-ci. L'étude ne prend pas en compte l'impact de l'exploitation sur les activités présentes et futures du hameau, ni son « bien-être » qui l'amènerait à se développer davantage. Je dirai aussi, que cette étude pourrait encore avoir plus de sens si un sondage d'opinion avait été effectué. Ainsi les riverains auraient pu manifester s'ils ont déjà été dans des situations où les effets de l'épandage ou de l'élevage avaient déjà eu des conséquences ponctuelles sur leur santé. Pas seulement dues aux activités de l'exploitation de Monsieur Warembourg, mais dues à l'accumulation de toutes les activités. Ainsi, à défaut d'avoir des mesures précises de la qualité de l'air, une tendance aurait pu être établie en amont. Au lieu de cela, le bureau d'étude a choisi de montrer les mesures de la qualité de l'air sur les deux stations les plus proches, soit Wattignies et Marcq-en-Baroeul.

En complément, ce sondage d'opinion au plus près des riverains, pourrait aussi permettre de constater ou non, s'ils sont pour ce genre d'élevage. Car en effet, produire local est important et il est tout aussi important de soutenir notre secteur agricole qui est en crise. Mais pour qui? Car il me semble que ce poulet de chair répond à une demande qui n'est peut-être pas présente dans notre secteur mais dans des régions, voire des pays voisins. Que dans notre localité, une demande de poulet élevé via d'autres méthodes est peut-être plus importante. Ainsi la notion de production locale prendrait tout son sens. Ceci fait le lien avec ce que je vous disais plus haut, sur la tendance des consommateurs locaux et donc des lois qui vont en régir dans les années à venir. Vous Madame la commissaire enquêtrice, et comme tous les autres acteurs locaux, êtes garants de la pérennité de l'agriculture française, et pour cela, vous devez également faire part de ces incertitudes dans votre rapport, car comme vous le savez, l'évolution des lois se fait aussi avec l'évolution des mentalités. Un projet de loi va être débattu à partir du 08 octobre à l'Assemblée Nationale comme l'a annoncé Madame la députée Jennifer de Temmerman lors du rassemblement sur la Grand Place, visant à revoir ces questions autour de l'élevage, ainsi qu'un fond d'aide d'accompagnement pour les agriculteurs qui souhaiterait se convertir. Ainsi que des réformes de la Politique Agricole Commune au niveau Européen qui pourraient voir le jour dans les années qui suivent. Ces sujets d'actualités, et ces différents modèles pourraient aussi apparaître dans le dossier de Monsieur Warembourg, comme prévisionnels, ou solutions alternatives au projet, tout comme elles devraient être prises en compte dans la rédaction de votre rapport, et ainsi dans la prise de décision du préfet. Car cela irait à contre-courant de votre mission, si la SARL Warembourg et Fils ne parviendrait pas à être soutenable économiquement dans un futur proche par manque d'accompagnement et de mauvais choix stratégiques encouragés par les autorités.

En raison de la dimension temporelle du dossier, prenant en compte uniquement les événements présents, c'est à dire, l'état actuel des choses et non leurs dimensions dans un

environnement en perpétuel évolution, que ce soit météorologiques, climatiques ou encore l'évolution des tendances des lois du marché (changements d'habitudes des consommateurs, évolution des lois et de la politique agricole commune) j'émetts une réserve sur le devenir futur de la SARL Warembourg et Fils ainsi que sa pérennité, et donc un avis défavorable au projet.

Bon courage pour la rédaction de votre rapport,
Je vous prie d'agréer, Madame l'expression de mes sentiments distingués.

Paul Debruyne